

**Comité des restrictions appliquées à des fins
de balance des paiements**

RAPPORT (1996) DU COMITE DES RESTRICTIONS APPLIQUEES
A DES FINS DE BALANCE DES PAIEMENTS

1. Le présent rapport a été établi conformément aux procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105).¹
2. Depuis le 1er décembre 1995, le Comité a procédé à des consultations avec cinq Membres sous la présidence de M. Peter Witt (Allemagne).²
3. Au cours des consultations de décembre 1995 avec l'Inde, le Comité a rappelé que l'Inde avait déclaré vouloir instaurer d'ici 1996/97 un régime de commerce extérieur ne comportant plus de restrictions quantitatives sauf à des fins sociales ou de protection de l'environnement, de santé et de sécurité, à condition que la situation de sa balance des paiements s'améliore de façon durable. Le Comité a noté que, selon l'Inde, en raison de la dégradation de la balance des paiements, il ne serait ni prudent ni réaliste d'envisager une levée générale des restrictions quantitatives à l'importation dans l'immédiat. Comme il y avait des vues divergentes sur la situation de la balance des paiements de l'Inde et sur les conclusions à en tirer, le Comité s'est félicité que l'Inde soit disposée à notifier à l'OMC toutes les restrictions encore appliquées à des fins de balance des paiements dès la publication de la Politique d'exportation et d'importation pour 1996/97 et à reprendre les consultations en octobre 1996.³ Le FMI ayant demandé qu'une nouvelle date soit fixée pour la consultation, le Comité est convenu que cette consultation aurait lieu les 20 et 21 janvier 1997. En juillet 1996, l'Inde a communiqué la liste de toutes les restrictions quantitatives qu'elle appliquait encore à des fins de balance des paiements.⁴
4. Au cours des consultations avec le Nigéria qui ont eu lieu en février 1996, le Comité s'est félicité de l'engagement pris par le Nigéria de convertir toutes les mesures appliquées à des fins de balance des paiements en mesures fondées sur les prix, d'éliminer ces mesures et de cesser ainsi d'invoquer l'article XVIII:B.⁵ Les consultations ont repris en septembre 1996. Le Comité a pris note de la déclaration du Nigéria indiquant que des procédures techniques et législatives avaient été engagées en vue d'éliminer à compter du 1er janvier 1997 les interdictions d'importer appliquées pour des raisons de balance des paiements, et que des recommandations positives avaient été formulées à cette fin, sous réserve de l'approbation finale du gouvernement. Il a demandé au Nigéria de lui notifier les décisions pertinentes dès qu'elles seraient prises. Si toutes les mesures étaient supprimées dans le budget de 1997,

¹Le rapport annuel du Comité concernant 1995 figure dans le document WT/BOP/R/10.

²Depuis l'entrée en activité de l'OMC, le Comité a procédé à des consultations avec 13 Membres (tableau 1).

³WT/BOP/R/11, 23 janvier 1996.

⁴WT/BOP/N/11, 23 juillet 1996.

⁵WT/BOP/R/13, 1er mars 1996.

il ne serait pas nécessaire de procéder à une nouvelle consultation; dans le cas contraire, le Comité reprendrait sa consultation avec le Nigéria en février 1997.⁶

5. Au cours des consultations de juin 1996 avec la Slovaquie, le Comité s'est félicité de la décision prise le 25 juin 1996 par le gouvernement slovaque par laquelle celui-ci s'engageait à supprimer la surtaxe avec effet au 1er janvier 1997 et à cesser en même temps d'invoquer les dispositions de l'article XII du GATT de 1994.⁷ La Slovaquie a réduit sa surtaxe à l'importation de 10 à 7,5 pour cent à compter du 1er juillet 1996.

6. Des consultations ont eu lieu avec la Tunisie en juin 1996. Le Comité a reconnu que la situation de la balance des paiements de la Tunisie était fragile. Il a noté les précisions fournies par la Tunisie au sujet des seules restrictions encore en vigueur dont elle soutenait qu'elles étaient justifiées pour des raisons de balance des paiements et a relevé qu'elle avait accepté de notifier ces restrictions à l'OMC dans un délai d'un mois. La liste communiquée par la Tunisie figure dans le document WT/BOP/N/10.⁸ Le Comité a procédé à un échange de vues sur la question de savoir si ces restrictions pouvaient être justifiées pour des raisons de balance des paiements. Les avis ont divergé quant au point de savoir si cette situation de la balance des paiements constituait une menace de baisse importante des réserves monétaires de la Tunisie. Considérant que ces mesures résiduelles constituaient l'étape finale de l'élimination progressive des restrictions quantitatives, certains membres ont déclaré que la Tunisie avait besoin des cinq années envisagées dans son Plan pour mener à bien ce processus. D'autres ont rappelé que, conformément au Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, à la Déclaration de 1979 relative aux mesures commerciales prises à des fins de balance des paiements et à l'article XVIII:9 du GATT, la préférence devait être donnée à des mesures fondées sur les prix et que les mesures devaient être appliquées pour réguler le niveau général des importations, sans viser des secteurs spécifiques; pour ces raisons, ils ont demandé à la Tunisie de lever ces restrictions quantitatives dans les moindres délais. Compte tenu de tous ces facteurs, le Comité est convenu de reprendre les consultations avec la Tunisie en juin 1997 sur la base d'une nouvelle analyse macro-économique du FMI.⁹

7. Au cours des consultations de septembre 1996, la Hongrie a confirmé qu'elle avait la ferme intention de supprimer la surtaxe et de cesser d'invoquer les dispositions relatives à la balance des paiements le 1er juillet 1997 au plus tard.¹⁰ La Hongrie a informé l'OMC qu'elle ramenait la surtaxe à l'importation de 8 pour cent, introduite en mars 1995, à 7 pour cent le 1er juillet 1996 et à 6 pour cent le 1er octobre 1996.¹¹

8. Les consultations prévues avec la Turquie et la Pologne en juin et en juillet, respectivement, ont été annulées à la suite des engagements pris par les gouvernements de ces pays de cesser d'invoquer les dispositions relatives à la balance des paiements le 1er janvier 1997.¹²

⁶WT/BOP/R/18, 16 octobre 1996.

⁷WT/BOP/R/15, 7 juillet 1996.

⁸WT/BOP/N/10, 10 juillet 1996.

⁹WT/BOP/R/14, 8 juillet 1996.

¹⁰WT/BOP/R/17, 16 octobre 1996.

¹¹WT/BOP/N/12, 6 août 1996.

¹²WT/BOP/R/16, juillet 1996; WT/BOP/N/7, 19 juin 1996; WT/BOP/N/8, 27 juin 1996.

9. Conformément aux conclusions du Comité de novembre 1995, les Philippines ont informé l'OMC qu'elles avaient libéralisé les restrictions appliquées aux produits agricoles.¹³
10. Conformément à la conclusion du Comité de novembre 1995, Sri Lanka a informé l'OMC qu'elle avait supprimé les restrictions à l'importation appliquées à quatre lignes tarifaires (pommes de terre, oignons rouges, gros oignons et piments).¹⁴
11. Un rapport sur les autres questions examinées par le Comité figure dans le document WT/BOP/R/16.
12. Conformément à l'obligation de notification annuelle, énoncée au paragraphe 9 du Mémorandum d'accord, le Comité a adopté un modèle de notification (WT/BOP/14) le 21 octobre 1996.
13. En attendant une décision définitive du Conseil général, le Comité a accordé le statut d'observateur sur une base *ad hoc* aux organisations internationales intergouvernementales ci-après: ACP, AELE, Banque mondiale, BERD, CNUCED et OCDE.
14. A partir de 1997, quatre Membres devraient procéder à des consultations au titre de l'article XVIII:12 b): Bangladesh, Inde, Pakistan et Tunisie. Le Nigéria et Sri Lanka poursuivront également les consultations si des mesures justifiées pour des raisons de balance des paiements demeurent en vigueur.

¹³WT/BOP/N/9, 3 juillet 1996 (voir BOP/312/Add.1/Rev.1, 1er novembre 1994).

¹⁴WT/BOP/N/13, 30 septembre 1996.

Tableau 1
CONSULTATIONS RELATIVES A LA BALANCE DES PAIEMENTS QUI ONT EU LIEU DEPUIS L'ENTREE EN ACTIVITE DE L'OMC

Membre	Dernière consultation	Suite donnée
Afrique du Sud	Mai 1995	L' Afrique du Sud a cessé d'invoquer les dispositions relatives à la balance des paiements avec effet au 1er octobre 1995.
Bangladesh	Mars 1995	Les prochaines consultations auront lieu au printemps de 1997.
Brésil	Octobre 1995	A la suite des consultations avec le Comité, le Brésil a retiré les dispositions relatives au contingent à l'importation des véhicules automobiles introduites en juin, avec effet au 27 octobre 1995.
Egypte	Juin 1995	L' Egypte a cessé d'invoquer l'article XVIII:B avec effet au 30 juin 1995.
Hongrie	Septembre 1996	La surtaxe à l'importation de 8 pour cent introduite en mars 1995 a été ramenée à 7 pour cent au 1er juillet 1996 et à 6 pour cent au 1er octobre 1996. La Hongrie a confirmé qu'elle avait la ferme intention de supprimer la surtaxe le 1er juillet 1997 au plus tard.
Inde	Décembre 1995	La consultation reprendra les 20 et 21 janvier 1997.
Israël	Juin 1994	Israël a cessé d'invoquer les dispositions relatives à la balance des paiements le 15 décembre 1995.
Nigéria	Février/septembre 1996	Le Nigéria s'est engagé à convertir toutes les mesures appliquées à des fins de balance des paiements en mesures fondées sur les prix et a cessé d'invoquer l'article XVIII:B.
Pakistan	Novembre 1994	La prochaine consultation aura lieu les 18 et 19 novembre 1996.
Philippines	Novembre 1995	Les Philippines se sont engagées à cesser d'invoquer l'article XVIII:B sous réserve de la libéralisation des restrictions restantes d'ici au 31 décembre 1997. Les restrictions visant les produits agricoles ont été levées en mars 1996.
Pologne	Juin 1995	La Pologne a informé le Comité, en juin 1996, qu'elle supprimerait la surtaxe de 3 pour cent et cesserait d'invoquer l'article XII d'ici au 1er janvier 1997.
Slovaquie	Juin 1996	La Slovaquie a informé le Comité, en juin 1996, qu'elle supprimerait la surtaxe, ramenée de 10 à 7,5 pour cent le 1er juillet 1996, et cesserait d'invoquer l'article XII d'ici au 1er janvier 1997.
Sri Lanka	Novembre 1995	Les membres ont contesté la justification des restrictions encore appliquées à huit produits alimentaires par des raisons de balance des paiements et ont recommandé que Sri Lanka n'ait pas recours à l'article XVIII:B. En septembre 1996, Sri Lanka a notifié la suppression des restrictions visant quatre lignes tarifaires.
Tunisie	Juin 1996	Les avis étaient divergents quant à la justification, par des raisons de balance des paiements, des restrictions quantitatives visant les véhicules automobiles. Les consultations doivent reprendre en juin 1997.
Turquie	Juin 1995	La Turquie a informé le Comité, en juin 1996, qu'elle réduirait les droits restants aux niveaux consolidés et cesserait d'invoquer les dispositions relatives à la balance des paiements le 1er janvier 1997.